

## **La Commission Européenne se réveille... 'L'avenir vert' est remis en cause**

par Audrey Duperron  
Lu 1989x 14 janv. 2014

Certains membres de la **Commission européenne envisagent de modifier les objectifs pour 2030 de la part des énergies renouvelables dans le dosage de la politique énergétique européenne le 22 Janvier prochain. Selon le Financial Times**, les nouveaux objectifs devraient être bien accueillis par les grandes compagnies d'électricité, mais pas par les organisations environnementales.

Il est question de supprimer les objectifs obligatoires pour 2020 de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 20% par rapport à leur niveau de 1990 et de tirer 20% de l'énergie de sources renouvelables, et de les remplacer par un objectif non contraignant de 27% d'énergie obtenue à partir de sources renouvelables pour 2030.



Ce changement serait motivé par la dérive provoquée par le subventionnement généreux des énergies vertes qui a fait monter les prix de l'énergie en Europe. Le surenchérissement de ce poste menace la compétitivité de l'industrie européenne, notamment vis à vis de sa concurrente américaine.

**En Europe, le coût de l'énergie a augmenté de 35% entre 2005 et 2012, alors qu'il s'est réduit de 66% aux États-Unis, au cours de la même période, indique la Commission.**

Les compagnies électriques avaient réclamé que l'on repense totalement la politique énergétique de l'Europe l'année dernière, en faveur d'une baisse de la part de l'énergie provenant de sources renouvelables.

Le Royaume-Uni, qui développe actuellement la part de son nucléaire, estime qu'un objectif non contraignant de réduction des émissions suffirait pour obtenir un panachage plus écologique des sources énergétiques, plutôt que d'imposer une proportion obligatoire de sources renouvelables. En revanche, l'Allemagne, qui ferme ses réacteurs, plaide en faveur d'un objectif contraignant. Cependant, ces deux pays soutiennent le projet d'un objectif de réduction des émissions des gaz à effet de serre de 40% d'ici 2030, par rapport aux niveaux de 1990, conjointement avec la France, les Pays-Bas, l'Italie et l'Espagne. Mais certains pays de l'Europe de l'Est, et les commissaires en charge de portefeuilles impliquant davantage l'industrie, estiment que cette cible est trop ambitieuse et lui préfèrent un objectif de 35% de réduction.

En Novembre de l'année dernière, **Fatih Birol, l'économiste en chef de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), avait mis en garde l'Europe et le Japon du risque de perte de compétitivité lié à leur politique énergétique** : « Des prix à l'énergie plus bas aux Etats Unis signifient qu'ils sont mieux placés pour gagner un avantage économique, tandis que des coûts plus élevés pour les industries à forte intensité énergétique en Europe et au Japon seront un lourd fardeau ». D'ici à 2035, l'électricité en Europe et au Japon sera environ deux fois plus chère qu'aux États-Unis. Les industries sont de plus incitées à se relocaliser en Amérique.

**« Nous sommes face à un massacre industriel systématique », avait alerté Antonio Tajani, le Commissaire européen à l'industrie, à l'automne dernier.** Il s'inquiétait de la hausse des prix de l'électricité, induite par le choix de l'Europe de se tourner davantage vers les énergies renouvelables. Les industriels européens ne peuvent pas lutter contre les Américains qui bénéficient de la révolution du gaz de schiste, qui a réduit les coût du gaz naturel de 80% aux Etats-Unis. « Je suis favorable à l'écologie, mais nous ne pouvons pas y être dévots. Nous avons besoin d'une nouvelle politique énergétique. Nous devons cesser de faire semblant, parce que nous ne pouvons pas sacrifier l'industrie de l'Europe pour des objectifs climatiques qui ne sont pas réalistes, et qui ne sont pas appliqués ailleurs dans le monde », avait-il dit au Daily Telegraph.

Après que la Commission aura émis sa proposition le 22 janvier prochain, les dirigeants européens prendront leur décision en mars. Mais quoiqu'il arrive, le projet de « l'avenir vert » dans lequel tant d'Européens avaient placé leurs espoirs semble maintenant remis en cause.

<http://m.express.be/business/fr/economy/la-commission-europeenne-se-reveille-lavenir-vert-est-remis-en-cause/200985.htm>